



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Discours de Bruno Le Maire lors de la conférence de presse suite à la 3ème réunion trilatérale France – Allemagne – Italie sur la politique industrielle européenne

Lundi 8 avril
Meudon

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

Seul le prononcé fait foi



Bonjour à toutes et à tous !

Nous venons d'avoir notre troisième réunion trilatérale entre l'Allemagne, l'Italie et la France sur la politique industrielle et la politique économique européenne, avec mes deux amis Robert Habeck et Adolfo Urso.

Notre défi, c'est d'adopter une stratégie économique commune pour l'Europe du XXI^e siècle. L'Europe est un marché et l'Europe doit maintenant avoir une politique. Et la question qui se pose à nous, c'est ce que nous voulons être au XXI^e siècle. Est-ce que nous voulons être un marché ou est-ce que nous voulons être une puissance économique ? Avec Robert Habeck , avec Adolfo Urso, nous voulons que l'Union européenne ne se résume pas à un marché, mais soit bien une puissance économique qui défend ses intérêts et son indépendance. Et nous voulons ici une nouvelle fois réaffirmer la puissance industrielle et technologique de l'Europe au XXI^e siècle. Alors, nous avons fait de grands progrès depuis plusieurs années.

D'abord, le terme de politique industrielle n'est plus un tabou. Je rappelle qu'il y a quelques années, lorsque je commençais comme ministre de l'Économie, on ne pouvait pas prononcer ce mot de politique économique européenne et de politique industrielle européenne. Désormais, c'est un acquis, tout le monde parle de politique industrielle européenne. Nous avons débloqué les aides publiques. Il y a quelques années, on ne pouvait pas parler d'aides publiques pour l'industrie.

Seul le prononcé fait foi



Désormais, il y a des aides publiques pour l'industrie, il y a des programmes d'intérêts collectifs européens qui nous permettent de subventionner notre industrie, de mettre en place des crédits d'impôt pour l'industrie, alors que c'était impossible il y a quelques années. Donc nous progressons. Mais maintenant, il faut passer la vitesse supérieure. La Chine et les États-Unis ne nous attendront pas. Et la Chine et les États-Unis ne nous feront aucun cadeau. Nous sommes à un moment critique entre le protectionnisme américain et le risque de voir arriver sur le marché européen des produits chinois à prix cassés. Alors, comment affirmer cette puissance industrielle européenne et comment bâtir cette stratégie économique européenne ? Eh bien, nous avons proposé, depuis trois réunions que nous avons eues ensemble, trois orientations majeures.

La première, c'est la simplification. Nous voulons simplifier les normes et les règles qui s'appliquent aux entreprises européennes. Je suis favorable, pour ce qui me concerne, à mettre en place une directive Omnibus au lendemain des élections européennes, qui aurait vocation à éliminer toutes les normes inutiles et alléger toutes celles qui sont trop compliquées. Nous sommes prêts à réfléchir à la modification du seuil européen des PME, qui pourrait passer de 250 à 500 salariés.

Enfin, nous souhaitons qu'aucune nouvelle mesure européenne ne soit appliquée sans un test pour les PME et les plus petites entreprises pour nous assurer que cela n'alourdit pas la charge de ces entreprises.



Le deuxième sujet sur lequel nous continuons de débattre et nous voulons faire progresser nos discussions même s'il n'y a pas encore d'accord entre nous 3, c'est la préférence européenne. Je le dis, c'est un sujet de débat entre nous, mais sur lequel nous voulons avancer. Moi, je ne constate qu'une seule chose : c'est que le déficit commercial entre la Chine et l'Europe a été multiplié par 3 en 10 ans, en passant de 100 milliards d'euros à 300 milliards d'euros. Et donc, il faut, à mon sens, nous poser la question de savoir s'il ne faut pas réserver les marchés publics à des produits made in Europe ou d'avoir un contenu européen dans les appels d'offres que 40, 50 ou 60 %, ou d'imposer des normes de qualité ou des normes environnementales qui soient celles les plus strictes sur les produits dans les marchés publics.

Enfin, le troisième mot d'ordre, c'est l'harmonisation. Nous voulons harmoniser l'achat commun de matières premières, par exemple sur le nickel. Nous voulons harmoniser le statut de déchets qui nous paraît absolument essentiel pour le recyclage et pour renforcer notre autonomie. C'est ce qui nous permettra de bâtir une économie circulaire qui est conforme à ce que nous voulons en Europe.

Trois derniers mots pour terminer : le réalisme, le pragmatisme et la vitesse. L'Europe doit faire preuve de réalisme. Nous devons comprendre que dans certains domaines économiques – je pense aux panneaux photovoltaïques, je pense aux véhicules électriques et aux batteries – l'Europe est devenue une économie de rattrapage. Nous sommes en retard par rapport à la Chine et par rapport aux États-Unis.



Si nous voulons rester présents sur ces marchés – les panneaux photovoltaïques, les éoliennes ou les véhicules électriques – dans une économie de rattrapage, il faut être capable de faire preuve d'audace et d'originalité dans nos politiques publiques. Pragmatisme, parce que le pragmatisme est indispensable pour résister à la compétition avec la Chine et avec les Américains. Moins d'idéologie, moins de normes, plus de pragmatisme, c'est une direction que nous voulons suivre.

Et enfin la vitesse, parce que nous voyons bien que nous sommes à un moment de transition comme il en existe peu dans l'histoire, lié à la transition climatique et la naissance de l'intelligence artificielle qui peut améliorer la productivité du continent européen. Il n'y a pas une seconde à perdre pour développer nos atouts économiques.

Merci à toutes et à tous.